

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/584
18 décembre 2007

(07-5633)

Conseil général
18-19 décembre 2007

Original: anglais

RÉEXAMEN DE L'EXEMPTION PRÉVUE AU PARAGRAPHE 3 DU GATT DE 1994

Réponse des États-Unis à la communication du Japon concernant le réexamen prévu au paragraphe 3 du GATT de 1994

La communication ci-après, datée du 17 décembre 2007, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

Question n° 1

Le Japon souhaite indiquer que certaines données figurant dans les tableaux concernant les livraisons des chantiers navals des États-Unis entre 2001 et 2005 aux pages 2 et 3 du rapport (WT/L/680) semblent incohérentes, bien que ces tableaux aient été établis d'après les mêmes sources (voir les exemples ci-après). Il faudrait clarifier le rapport entre les données des deux tableaux et fournir, si nécessaire, des données corrigées.

Réponse:

Nous convenons qu'une erreur s'est produite dans la formulation de ces deux cellules spécifiques du tableau, et nous l'avons corrigée.

Question n° 2

Dans leur rapport, les États-Unis notent qu'"[i]l se peut que le rapport ne rende pas compte avec exactitude des commandes de navires annulées ou dont l'exécution a été retardée". Nous estimons toutefois que les États-Unis devraient fournir des renseignements pertinents qui rendent compte avec exactitude de la situation actuelle des chantiers navals des États-Unis. Nous prions donc les États-Unis de fournir des renseignements plus exacts fondés sur d'autres sources que les services d'information de la Lloyd's Maritime si les renseignements fournis par cette dernière ne sont pas suffisants.

Réponse:

Les services d'information de la Lloyd's Maritime tiennent l'une des bases de données maritimes électroniques les plus complètes du monde. Les renseignements fournis par la Lloyd's comportent des limites dont nous avons dit être conscients dans nos précédentes communications. L'administration maritime s'emploie à faire en sorte que les renseignements (exprimés ou implicites) sont corrects. Toutes les précautions ont été prises pour fournir des renseignements exacts et à jour.

./.

Toutefois, l'administration maritime ne saurait être responsable des erreurs ou omissions dues à un tiers comme la Lloyd's.

Question n° 3

D'après leur réponse, s'agissant de la capacité de construction navale ou de maintenance aux fins de la sécurité nationale, les États-Unis n'ont pas de seuil ni de critères quantitatifs spécifiques. En l'absence de ce seuil ou de ces critères, comment les États-Unis peuvent-ils évaluer leur capacité de construction navale ou de maintenance? Nous craignons que l'absence de ce seuil et de ces critères ne permette aux États-Unis de prendre des décisions arbitraires et n'autorise le maintien de cette exemption en permanence.

Réponse:

Des évaluations qualitatives et non quantitatives sont effectuées par le Département de la défense des États-Unis en liaison avec le Département de la sécurité intérieure et d'autres organismes nationaux chargés de la sécurité. Comme la nature des risques a évolué au fil des ans, l'évaluation du niveau de sécurité nécessaire est constamment revue et affinée.

Question n° 4

Un "ponton" est mentionné dans le rapport. D'après la réponse des États-Unis, il est considéré comme un navire et est enregistré dans les documents maritimes des garde-côtes américains. Vu qu'il est utilisé à un point fixe, nous estimons qu'il ne devrait pas entrer dans la définition des "navires construits (...) pour des usages commerciaux entre des points situés dans les eaux nationales ou dans les eaux d'une zone économique exclusive" au sens du paragraphe 3 a) du GATT. Les États-Unis pourraient-ils donner des précisions à ce sujet?

Réponse:

Nous sommes d'accord, la mention d'un ponton a été introduite par inadvertance et l'erreur a été corrigée.

Question n° 5

D'après la réponse donnée par les États-Unis, les renseignements additionnels sur l'utilisation, la vente, la location ou la réparation des navires en question, visés au paragraphe 3 c) du GATT de 1994, ne sont pas disponibles. Nous demandons aux États-Unis de bien vouloir fournir ces renseignements prochainement, étant donné que, en vertu de ce paragraphe, ils ont l'obligation de les présenter chaque année.

Réponse:

Comme nous l'avons indiqué précédemment, nous n'avons toujours pas de source pour cette information.
